JOURNAL LA VOIX DE DJIBOUTI

Média indépendant fondé le 1er janvier 2010

LA VOIX DE DJIBOUTI N°0002 du 10 Janvier 2020

Journal La Voix de Djibouti

Editorial

Actualités: Nationales (Pages 2 - 3)

Actualités: Régionales (Page 4)

Actualités: Internationales (Pages 5-6)

Epandage du chlorpyriphos et une image de l'hôpital Peltier

Editorial

Urgence médicale absolue!

La situation sanitaire n'a jamais été aussi préoccupante à Djibouti. La tendance était depuis un long moment vers la descente, mais avec les épidémies en cours l'on atteint le point de rupture. Le personnel médical est totalement dépassé. Les hôpitaux et les pharmacies n'ont plus de médicaments adéquats face aux épidémies. Même poser un diagnostic est devenu la croix et la bannière. Les témoignages qu'a recueillis la radio LVD sont très inquiétants à tous point de vue. La situation est hors de contrôle et nous ne sommes pas encore au pic de l'épidémie d'après certains médecins qui ont voulu garder l'anonymat.

La seule réponse du gouvernement est d'effectuer un épandage d'un pesticide très nocif et très dangereux pour la population, le chlorpyriphos. Le choix de ce pesticide ne semble d'ailleurs pas exempt de motivations prédatrices. De sources fiables, certains ministres ne cachent même pas leur joie de détourner plus d'argent public grâce à ces épidémies. D'autres attendent que la situation soit encore plus dévastatrice pour appeler à l'aide internationale et se servir à leur tour en la captant.

Au niveau de la société civile, l'on note quelques rares critiques sur les conditions sanitaires générales mais point de critiques sur le manque de médicaments et d'autres produits médicaux.

Tout cela traduit une faillite grave de l'État.

ll y a urgence pour que les Djiboutiens prennent conscience de leurs conditions de vie et sortent de cette léthargie!

Le gouvernement reste quasi-indifférent face à la décimation épidémique

Cela fait maintenant plusieurs semaines que notre pays, particulièrement en sa capitale, est en proie à des épidémies. Fièvre dengue hémorragique, chikungunya, diarrhées, fièvre typhoïde et grippe y sévissent. Djibouti-ville en est massivement frappée où des dizaines de milliers de personnes ont été touchées. Un nombre croissant d'entre elles y ont déjà laissé leur vie. C'est une décimation.

Fait choquant, le président Guelleh et son gouvernement restent quasi-indifférents face à cette situation dramatique. Le service d'hygiène et d'épidémiologie reste fantomatique, les hôpitaux manquent de moyens, y compris de médicaments. Faute de système d'évacuation, les eaux laissées par les récentes pluies continuent de stagner en de nombreux endroits de la capitale pour le plus grand bonheur des moustiques qui s'y reproduisent e

Les mares d'eaux usées restent aussi dans de nombreux quartiers de la ville. Les quelques épandages de produit anti-moustique qui ont été effectués, se révèlent insuffisants. Du reste, le produit utilisé, le , est nocif pour la santé humaine selon des chimistes que nous avons consultés. Il ajoute donc du mal au mal. De même, les deux ou trois responsables sanctionnés suite à la gestion catastrophique et à l'absence de prévention des inondations ont été rétablis dans leurs fonctions.

Tout se passe donc comme si rien de grave ne s'est produit, ni se produit. Tout se passe comme si le cimetière du PK12, à la périphérie de la capitale, n'accueillait pas chaque jour des morts. Tout se passe comme si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

La disparition forcée du militant MRDiste Abdo Ali Abdallah

Le militant Abdo Ali Abdallah, membre actif de la troisième fédération du principal parti d'opposition, le MRD, demeure introuvable. L'on reste sans nouvelles de lui depuis son arrestation le 28 décembre 2019 par la police du 3ème arrondissement de Djibouti-ville. Cela fait donc deux semaines qu'il a disparu, soit largement au-delà de la durée légale de 48 heures (renouvelable une fois) que ne peut excéder une garde à

vue. Clairement, il est en détention extra-légale, ce qui équivaut à une séquestration.
Sa famille et ses proches du MRD sont très inquiets. Ils craignent pour sa vie, crainte d'autant plus fondée que les morts sous la torture policière sont nombreuses sous le régime d'Ismaël Omar Guelleh.

Ali-Sabieh : Pénurie d'eau au chef-lieu

Selon nos informations, la ville d'Ali-Sabieh, chef-lieu de la région du même nom au sud-est du pays, connait à nouveau une pénurie d'eau. Comme les précédentes, cette pénurie est liée à la mauvaise gestion de la ville et de la région comme à la mal-gouvernance générale.
Dans certains quartiers de la ville, les habitants en sont réduits à aller creuser des trous dans le lit d'un oued voisin. Comme du temps où la ville n'existait pas encore. Quel recul !

A cette pénurie d'eau s'ajoute une aggravation de la misère sociale depuis que de nombreux foyers ont été privés de leur petite activité de survie, à savoir la vente du khat sans licence.

Éthiopie : Gouvernants et opposants préparent les élections

En Éthiopie, formations au pouvoir et forces d'opposition préparent les élections générales prévues pour le mois de mai de cette nouvelle année 2020. La coalition au pouvoir depuis 1991, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF en anglais), a décidé de former un grand parti incluant tous les partis au pouvoir dans les États régionaux fédérés du pays au lieu de quatre formations seulement depuis 1991. Ce nouveau grand parti a été dénommé Parti de la Prospérité éthiopienne. De leur côté, les forces d'opposition s'activent pour unir leurs forces en mettant en place une coalition nationale.

Néanmoins, certaines incertitudes demeurent sur la tenue de ces élections. Des tensions intercommunautaires liées à des différends territoriaux demeurent. De plus, la coalition au pouvoir connait des dissensions. Ainsi, le Front de libération du peuple tigréen (TPLF en anglais), au pouvoir au Tigray, est entré en dissidence avec ses alliés de l'EPRDF et la politique réformiste du Premier ministre Aby Ahmed Ali. Aussi l'État régional tigréen s'est-il largement replié sur lui, non sans tensions avec son voisin amhara. Enfin, toutes les modalités d'organisation des élections ne font pas encore consensus entre gouvernement et opposition, cette dernière critiquant certaines d'entre elles.

Les élections auront-elles alors lieu malgré ces incertitudes, inaugurant dans les urnes l'ère du changement démocratique ? Ou y aura-t-il un report pour mieux les tenir et prévenir ainsi le risque d'une nouvelle crise au pays ? L'avenir proche devrait apporter des éléments de réponse à cette question.

Les États-Unis assassinent un influent général iranien, faisant craindre une escalade de violence...

Vendredi 3 janvier 2020, un drone américain a ciblé un véhicule qui transportait le général iranien Qassem Soleimani et circulait sur une route d'accès à l'aéroport de Bagdad en Irak. L'attaque a entraîné la mort du général qui était le puissant chef de la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la Révolution. A aussi été tué dans la même attaque Abou Mehdi al-Mouhandis, le numéro deux de Hachd al-Chaabi, une coalition de paramilitaires majoritairement pro-Iran intégrés à l'État irakien.

L'attaque a été menée sur ordre du président des États-Unis d'Amérique Donald Trump. Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a affirmé que le général préparait ''une action d'envergure menaçant des centaines de vies américaines'', soulignant que ''c'était imminent '' et que la décision d'éliminer l'officier supérieur iranien avait été prise ''sur la base des évaluations des services de renseignements américains''.

Populaire, admiré par ses hommes comme par la plupart de ses compatriotes, respecté par ses ennemis, l'officier supérieur était l'un des piliers du régime iranien. Il était notamment l'artisan de l'influence iranienne dans le Moyen-Orient où il était considéré comme l'un des grands vainqueurs de la guerre contre l'organisation de l'État islamique ou Daseh. D'où le choc et la colère provoqués par sa disparation à travers l'Iran. Le Guide suprême de la Révolution iranienne Ayatollah Ali Khameinei a exprimé sa colère et déclaré que sa mort serait vengée. Il a aussi décrété trois jours de deuil national, signe de l'importance du défunt en Iran.

De nombreux manifestants sont sortis dans les rues en Iran et dans d'autres pays tels que le Liban, criant vengeance.

La nouvelle de l'assassinat a suscité de l'inquiétude à travers le monde. L'on craint des représailles de la part de l'Iran et des contre-représailles américaines, c'est-à-dire une escalade de violence lourde de conséquences au Moyen-Orient. Une escalade qui ne serait pas sans effet sur la paix mondiale compte tenu du poids mondial des États-Unis et de celui de l'Iran dans une région stratégique.

Crash d'un Boeing 737 à son décollage de Téhéran

Journal La Voix de Djibouti

email: lvddjib2019@gmail.com
web: https://lavoixdedjibouti.info

Un Boeing 737 d'une compagnie ukrainienne transportant des passagers s'est écrasé le mercredi 8 janvier au matin après son décollage de l'aéroport international de Téhéran à destination de Kiev, selon l'agence semi-officielle iranienne Isna. "Tous les passagers sont morts", titre l'agence. Une information confirmée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky. "Selon les données préliminaires, tous les passagers et membres d'équipage sont morts", a-t-il écrit sur sa page Facebook, regrettant une "terrible nouvelle" et présentant ses "sincères condoléances aux proches et familles de tous les passagers et membres d'équipage".

Selon les premiers éléments émergeant dans les médias iraniens, l'avion s'est écrasé sur le territoire de la ville de Chahriar, à l'ouest de la métropole de Téhéran. Il aurait pris feu.

Mecredi en fin de matinée, les boîtes noires de l'appareil ont été retrouvées, a déclaré le porte-parole de l'autorité, Reza Jafarzadeh, selon l'agence d'information Isna.

L'Iran a toutefois averti qu'il ne donnera pas les fameuses boîtes aux Américains.

Boeing, le constructeur américain de l'appareil, a réagi sur Twitter :

"Nous sommes au courant des informations de presse qui viennent d'Iran et nous rassemblons davantage d'informations".

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a mis en garde contre toute "spéculation" et a déclaré avoir confié au Procureur général ukrainien l'ouverture d'une "procédure criminelle" pour enquêter sur la catastrophe.

A la suite des tirs de missiles iraniens, l'administration fédérale américaine de l'aviation, la FAA, a annoncé qu'elle suspendait les vols des compagnies enregistrées aux Etats-Unis au-dessus de l'Irak, de l'Iran et du Golfe.